

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

21 mai 2021

---

**PRÉVENTION ACTES DE TERRORISME ET RENSEIGNEMENT - (N° 4185)**

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 5

présenté par

M. Emmanuel Maquet, M. Reda, M. Cattin, Mme Corneloup, M. Di Filippo, M. Gosselin,  
Mme Anthoine, Mme Bazin-Malgras, Mme Trastour-Isnart, M. de la Verpillière, M. Vatin et  
Mme Boëlle

-----

**ARTICLE 3**

À la fin de la première phrase de l'alinéa 7, substituer aux mots :

« vingt-quatre mois »,

les mots :

« trois ans ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Le projet de Loi prévoit d'étendre la durée maximale de surveillance des détenus sortis de prisons de 1 à 2 ans pour les crimes terroristes tels que prévu par l'article 421-1 du code pénal. Cette durée de surveillance semble plus qu'insuffisante au regard de la gravité des faits et de la dangerosité envers la société. Le présent amendement propose ainsi de porter cette durée de surveillance de 1 à 3 ans à partir de la date de sortie de prison.